

DOMMAGES COLLATÉRAUX DE LA GUERRE EN IRAK

Le Mossad est-il encore crédible ?



Un rapport de la Knesset met en évidence la détérioration de la crédibilité des services de renseignement israéliens depuis leur participation à la campagne d'intoxication sur les prétendues armes de destruction massive irakiennes. Conduite sur le même mode qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne cette campagne avait suscité une psychose d'autant plus aiguë dans l'État juif que les services avaient évoqué une possibilité de « gazage » de la population par Saddam Hussein pour détruire Israël. L'enquête parlementaire, présidée par le député du Likoud, Yuval Steinitz, n'a pas permis de déterminer si les services s'étaient trompés ou s'ils avaient cédé à des pressions du cabinet Sharon.

page 2

La CIA européenne, un faux nez de l'OTAN

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Pour lutter contre le terrorisme, Élisabeth Guigou propose d'unifier les services RG, DST et DGSE. Le nouvel organisme travaillerait avec Europol qui deviendrait une agence de coopération du renseignement européen, elle-même articulée à ses homologues états-unis. Cette proposition n'est qu'une méthode pour parvenir à l'objectif requis par Washington d'un Conseil européen de renseignement de Justice intégré à l'OTAN, présenté à tort comme une CIA européenne.

page 7

REPÈRE : 1ER AVRIL 1492

L'épuration religieuse sonne le glas de l'Espagne

Le royaume musulman de Grenade étant tombé le 2 janvier 1492, le roi catholique d'Espagne se retrouve avec une importante population musulmane et juive à gérer. La majorité des musulmans sera déportée vers le Maroc ou réduite en esclavage, mais les juifs posent problème. Il s'agit en effet majoritairement de lettrés, banquiers, scientifiques, médecins et commerçants qui avaient contribué au rayonnement du royaume omeyyade. Poussée par l'Inquisition, l'Espagne décide le 31 mars d'expulser la totalité des juifs du royaume et lance la chasse aux « faux-convertis ». Malgré les richesses des Amériques (découvertes en octobre par Christophe Colomb) l'Espagne ne se remettra jamais de cette saignée intellectuelle. « *Échanger Avicenne et Averroes contre quelques lingots d'or des Indes, quelle folie* » écrira plus tard Voltaire. L'Allemagne rhénane et l'Angleterre profiteront fortement de l'arrivée de ces savants et commerçants juifs. ■

HÉGÉMONIE DES AGENCES DE PRESSE

« L'Orient-Le Jour », un exemple de journal sous influence



La critique de l'« *information dominance* » à la fin des années 1970 condamnait la suprématie, partout dans le monde, des agences de presse occidentales. Celles-ci, en déversant un flux de dépêches formatées, véhiculaient une vision uniforme de l'actualité : celle des pays dominants. En 2004, la situation s'est aggravée avec la disparition de petites agences. La concentration est telle aujourd'hui que l'AFP, Reuters et AP émettent, à elle trois, 80% des informations qui circulent dans le monde. Notre correspondant à Beyrouth décrit comment s'exerce, au sein de la rédaction du quotidien libanais *L'Orient le Jour*, l'emprise des agences sur la ligne éditoriale.

page 15

Dommages collatéraux de la guerre en Irak

Le Mossad est-il encore crédible ?

Un rapport de la Knesset met en évidence la détérioration de la crédibilité des services de renseignement israéliens depuis leur participation à la campagne d'intoxication sur les prétendues armes de destruction massive irakiennes. Conduite sur le même mode qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne cette campagne avait suscité une psychose d'autant plus aiguë dans l'État juif que les services avaient évoqué une possibilité de « *gazage* » de la population par Saddam Hussein pour détruire Israël. L'enquête parlementaire, présidée par le député du Likoud, Yuval Steinitz, n'a pas permis de déterminer si les services s'étaient trompés ou s'ils avaient cédé à des pressions du cabinet Sharon.



Le dossier des fantomatiques armes de destruction massive irakiennes n'en finit pas de déclencher des interrogations au sein des instances de contrôle de l'exécutif, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dernièrement en Israël. Après le rapport du Lord Hutton, qui s'est chargé de « *blanchir* » le Premier ministre britannique, Tony Blair, c'est une commission d'enquête parlementaire israélienne qui a rendu ses conclusions, lundi 29 mars 2004. Elle visait à évaluer la réalité de la menace d'une frappe irakienne sur Israël, évoquée par les services de renseignement israéliens à l'aube de la seconde guerre du Golfe.

Cette menace était présentée comme bel et bien réelle au cours des six mois qui précéderent le déclenchement de l'invasion des troupes de la Coalition en Irak. En mars 2003, l'armée israélienne avait notamment déployé ses défenses

antimissiles dans la région de Tel-Aviv, afin de pouvoir se prémunir contre une éventuelle attaque de missiles irakiens. La population avait été invitée à s'équiper du matériel nécessaire à sa protection, tel que de l'eau minérale, des conserves, des batteries, des torches, ou encore du ruban adhésif pour isoler une pièce de l'extérieur. Pourtant, le chef des services de renseignement militaire israéliens, le général Aharon Zeevi, avait d'ores et déjà constaté que l'Irak n'avait pas déployé de missiles Scud dans la partie ouest de son territoire, rendant très improbable l'éventualité de frappes dirigées contre Israël [1]. Mais ses propos passèrent inaperçus, dans la flot d'informations alarmistes diffusées par les médias et les autorités israéliens. Un discours rôdait bien avant le début des hostilités. Il est même possible d'affirmer que, par ses déclarations publiques répétées sur la « *menace irakienne* », l'administration israélienne a largement participé à la campagne de désinformation menée principalement par les États-Unis et la Grande-Bretagne.



Aharon Zeevi
(à droite)

La première de ces déclarations remonte au 13 août 2002, soit deux semaines avant que le vice-président états-unien Dick Cheney ne désigne la « *cible irakienne* », lors d'un discours prononcé devant des vétérans états-uniens [2]. Elle émane du Premier ministre lui-même, Ariel Sharon, qui déclare, à cette occasion, qu'Israël « *riposterait* » à toute agression irakienne qui pourrait suivre une offensive états-unienne contre Bagdad. L'armée israélienne annonce par ailleurs avoir mis au point un nouveau modèle de masque à gaz, plus efficace et facile d'utilisation. Le ministère de la Santé, sur la base de ces informations, prépare alors une éventuelle campagne de vaccination générale contre la variole [3]. Début août, le même ministère avait déjà annoncé que cent membres de son personnel avaient été sélectionnés pour fabriquer le plasma humain nécessaire à la préparation d'un vaccin contre la peste bubonique que pourraient contenir les missiles irakiens. Le lendemain, malgré les appels au calme du ministre de la Défense, Benyamin Ben Eliezer, le directeur général du ministère de la Défense, Amos Yaron, annonce la distribution prochaine de pilules d'iode à la population, afin de réduire les effets des radiations radioactives [4]. Ce qui a naturellement alimenté la psychose et contribué à accréditer l'idée selon laquelle Saddam Hussein disposerait d'armes nucléaires.



Amos Yaron

Israël est alors persuadé de l'imminence de l'offensive états-unienne sur l'Irak. Pourtant, la question n'a pas encore été déférée devant l'ONU, les inspecteurs en désarmement n'ont pas encore été rappelés en Irak, et aucun ultimatum n'est pour l'instant évoqué. Il n'empêche, le Premier ministre adresse, dès le 15 août 2002, une lettre à l'administration états-unienne pour l'inviter « *à ne pas retarder les opérations prévues en Irak* » [5]. Les médias israéliens s'emparent du sujet et en traitent en permanence. Le souvenir est encore

vivace des 39 missiles irakiens qui avaient frappé Israël au cours de la première guerre du Golfe, en 1991. Les chroniqueurs militaires habitués des plateaux de télévision sont unanimes : les missiles que Bagdad pourrait à nouveau lancer sur Israël seront dotés de têtes chimiques ou biologiques susceptibles de causer des milliers de victimes. La ruée sur les masques à gaz est immédiate. L'État lui-même détaille la marche à suivre en cas d'attaques : sirènes d'alerte, préparation des chambres protégées, recours aux abris, emploi des masques à gaz. Ceux-ci font d'ailleurs l'objet d'une distribution sélective [6], tandis que la menace de « *gazage* » permet, compte tenu de la charge émotive du mot pour les survivants de la « *solution finale* », de susciter une peur panique généralisée. Une brochure détaillant les mesures à prendre en cas d'attaque est distribuée à chaque famille, début février 2003. Elle indique notamment comment préparer un abri et le prémunir contre une attaque chimique ou bactériologique. Une liste de produits à acheter y est adjointe.

De telles actions d'envergure, appuyées par des relais médiatiques, ne peuvent se fonder sur de simples convictions personnelles des chroniqueurs militaires. Ceux-ci relaient en réalité les informations qu'ils ont pu lire dans des rapports venus des services de renseignement, que l'on s'est chargé de leur faire parvenir « *en toute confidentialité* ». C'est donc que le Mossad, ainsi que les autres services de renseignement israéliens, a participé à la campagne d'intoxication lancée par George W. Bush et Tony Blair à partir d'août 2002 [7]. C'est à cette conclusion que parvient, en décembre 2003, un rapport du **Centre Jaffee d'études stratégiques**, à Tel Aviv. Son auteur, le général de réserve Schlomo Brom, écrit ainsi que les commissions d'enquête travaillant, aux États-Unis ou au Royaume Uni, sur les « *erreurs* » des services de renseignement « *oublent qu'il y avait un troisième partenaire important soutenant ces informations [selon lesquelles Saddam Hussein disposait d'armes de destruction massive et des moyens de s'en servir] et ce troisième partenaire était Israël* ». Il poursuit : « *Les services de renseignement israéliens ont été un partenaire à part entière pour la présentation des capacités non-conventionnelles irakiennes par le Royaume-Uni et les États-Unis, (...) et les échecs de la guerre en Irak démontrent des échecs et des faiblesses inhérents aux services de renseignement et aux décideurs israéliens. De tels erreurs pourraient se reproduire à l'avenir si la question ne fait pas l'objet d'une enquête complète, et si les conclusions qui s'imposent n'en sont pas tirées* ».

Selon lui, « *les services de renseignement ont grandement exagéré le risque d'une attaque non conventionnelle sans oser dire qu'il était à peu près nul* » [8]. Ce n'est qu'à la veille de l'offensive, une fois que la population s'était parfaitement équipée en vue d'une telle attaque, qu'Ariel Sharon annonça, le 15 mars 2003, qu'il existait « *1% de chances qu'Israël soit attaqué* ». Le rapport du Centre Jaffee souligne « *le prix financier élevé* » des mesures défensives prises par Israël. Mais ce n'est pas là le plus grave : en exagérant la menace, le renseignement israélien a surtout considérablement affaibli sa crédibilité auprès de la population israélienne et des services de renseignement étrangers. Pourtant, Schlomo Brom se refuse à envisager des « *pressions politiques* » visant à accréditer l'idée d'une menace imminente de l'Irak pour appuyer l'offensive des États-Unis, soutenus par Israël. Il s'agit selon lui d'une défaillance des services de renseignement, liés au syndrome de la guerre d'octobre 1973, lorsque ces mêmes services n'avaient pas réussi à anticiper l'attaque contre

Israël. La vision israélienne de la menace irakienne est donc simplement due à *« une conception dogmatique. Les agences de renseignement ont été submergées par une vision mono-dimensionnelle de Saddam qui le décrivait comme l'incarnation du Mal, un homme soumis à l'obsession de développer des armes de destruction massive pour frapper Israël entre autres »*. Mais il n'exclut pas pour autant que des soupçons de manipulation politique n'entachent durablement la crédibilité des agences : *« les agences de renseignement étrangères pourraient perdre confiance dans les informations israéliennes, et soupçonner Israël de leur en fournir de fausses afin de convaincre les autres pays d'adopter sa position politique »*.

Parallèlement, une sous-commission chargée du renseignement a été mise en place par la Knesset, dès août 2003, pour étudier ces errements du renseignement israélien. Son président n'est autre que Yuval Steinitz, parlementaire du Likoud et président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense. Le rapport, dont les conclusions ont été publiées dimanche 28 mars 2004, aboutit au même constat que le général Brom : il reproche aux services de renseignement d'avoir exagéré la menace d'armes non conventionnelles irakiennes, tout en ignorant les projets nucléaires libyens. Là encore, les parlementaires ne concluent pas à la tromperie délibérée : *« la commission (...) n'a pas trouvé de signes qui montrent une tentative de déformer les renseignements pour mettre en avant la nécessité d'entrer en guerre »*. Le cas de la Libye est au moins aussi grave pour la crédibilité des services israéliens : en effet, selon le rapport, *« nous nous sommes réveillés un beau matin pour être informés par des agences de renseignement étrangères de sa course vers les armes nucléaires qui pourrait menacer l'existence même de l'État d'Israël »*.

Les services de renseignement israéliens sont composés du renseignement militaire, du Mossad, et de l'Agence pour la Sécurité d'Israël (ASI). Les deux premières agences s'occupent du renseignement étranger, et notamment des programmes stratégiques d'armement au Proche-Orient, tandis que l'ASI se focalise essentiellement sur la sécurité intérieure et les Palestiniens. Ils sont tous trois réputés pour leur efficacité, au point que le Mossad est même amené à vendre une partie des renseignements qu'il collecte auprès d'agences étrangères. Une pratique rendue possible par l'extrême fiabilité accordée par la communauté internationale du renseignement aux travaux des agents israéliens. C'est cela même qui est menacé par la participation d'Israël à la campagne d'intoxication relative aux armes de destruction massive prétendument détenues par Saddam Hussein. Israël, qui avait été le premier pays à faire état du programme nucléaire iranien au milieu des années 1990, pourrait ainsi se retrouver discrédité, et ne plus bénéficier de la même attention qu'auparavant, de la part des services occidentaux, principalement en Europe. Ses avertissements sur les programmes d'armement de ses voisins - et de ses adversaires - pourraient désormais être ignorés. Il faut donc, conclut le rapport, restaurer cette crédibilité.

Il convient d'aller plus loin que ces simples constatations. Le fait que les responsables des agences de renseignement aient pu être convaincus de la nécessité de mentir, et donc de mettre en jeu leur crédibilité, révèle, au contraire de ce qu'ont affirmé les deux rapports israéliens, l'ampleur des pressions

politiques pesant sur eux et les poussant à défendre une position belliciste. La transformation d'un service de renseignement en organe de propagande n'est pas un signe de bonne santé démocratique. Mais au moins cet épisode aura-t-il eu le mérite de faire tomber la confiance aveugle que les Israéliens et les gouvernements étrangers accordaient au Mossad. Aujourd'hui, il est un fait avéré que même le meilleur service de renseignement du monde n'est pas à l'abri de manipulations politiciennes. Il faudra donc se méfier des données qu'il produit, notamment au sujet de la Syrie, prochaine cible probable des États-Unis.

Paul Labarique

[1] « Israël accélère ses préparatifs en prévision d'un conflit en Irak », par Jean-Luc Renaudie, AFP, 5 mars 2003.

[2] « Vice President Speaks at VFW 103rd National Convention », *WhiteHouse.gov*, 26 août 2002.

[3] « Israël sur ses gardes », par Marc Henry, *Le Figaro*, 13 août 2002.

[4] « Israël va distribuer des pilules anti-radioactivité à la population », AFP, 14 août 2002.

[5] « Israël organise la résistance contre l'Irak », par Serge Dumont, *Le Soir*, 17 août 2002.

[6] La Cour suprême israélienne rejettera notamment un appel présenté par des médecins israéliens et palestiniens pour la distribution de masques à gaz à l'ensemble de la population palestinienne. De plus, les masques vendus aux travailleurs immigrés des quartiers pauvres, venus d'Afrique, de Chine, d'Asie et d'Europe de l'est, se sont révélés périmés, de l'aveu même de Tsahal.

[7] Pour le détail de ce dispositif, voir « Un réseau militaire d'intoxication », *Voltaire*, 8 décembre 2003.

[8] « Les services de renseignement critiqués pour avoir exagéré la menace irakienne », AFP, 4 décembre 2003.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS



Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.



Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.



Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

La CIA européenne, un faux nez de l'OTAN

Analyse

Le bilan de Washington est globalement positif : Zalmay Khalilzad, ambassadeur spécial des États-Unis pour l'Afghanistan et l'Irak, se félicite dans l'*International Herald Tribune* des progrès accomplis en Afghanistan. Et appelle les participants à la prochaine Conférence de Berlin à se montrer généreux pour financer la poursuite de cette entreprise. On souhaiterait pour partager son optimisme s'assurer que le mouvement actuel de suicide de femmes en Afghanistan n'a pas l'ampleur qu'on lui prête et que la vie quotidienne s'est vraiment améliorée.

Tous les problèmes ne sont cependant pas réglés : Milton Bearden, ancien chef de poste de la CIA au Soudan, puis responsable des opérations secrètes en Afghanistan jusqu'à sa retraite en 1994, évalue l'intervention de l'armée pakistanaise dans la zone tribale. Dans l'*International Herald Tribune*, il rappelle qu'aucun envahisseur n'a jamais réussi à contrôler cette région, ce qui a profité à la CIA contre les Soviétiques, et que l'armée pakistanaise n'y parviendra pas non plus, ce qui profitera à Al Qaïda.

En Irak aussi, il faut être persévérant : Deux anciens ministres républicain et démocrate, James R. Schlesinger et Thomas R. Pickering, soulignent dans le *Los Angeles Times* la nécessaire continuité dans la guerre et la reconstruction de l'Irak. Ils appellent donc les deux candidats à la Maison-Blanche, George W. Bush et John Kerry, à prendre l'engagement de poursuivre les efforts accomplis pour qu'aucune incertitude ne vienne affaiblir la mission actuelle des GI's. Ainsi se comporte la classe dirigeante états-unienne : elle conçoit le débat électoral comme un moyen de réaffirmer des convergences et non d'opposer des alternatives.

Et d'une manière générale, il faut faire plus contre le terrorisme : Pour lutter contre le terrorisme, Élisabeth Guigou propose dans *Le Monde* d'unifier les

principaux services de renseignement français : Renseignements généraux (renseignement civil à caractère politique), Direction de la sécurité du territoire (contre-espionnage civil) et Direction générale de la sécurité extérieure (service de renseignement et d'action militaire). Le nouvel organisme travaillerait avec Europol qui deviendrait une véritable agence de coopération du renseignement européen, elle-même articulée à ses homologues états-uniens. Observons que cette proposition n'est rien d'autre qu'une méthode pour parvenir à l'objectif requis par Washington d'un Conseil européen de renseignement de Justice intégré à l'OTAN que Madame Guigou et quelques autres présentent à tort comme une CIA européenne. Observons également que Madame Guigou propose de repérer dans les pays musulmans les groupes jihadistes en formation et de les « neutraliser », non pas la voie militaire, mais par la coopération. En clair, les Européens, à la différence des États-Unis, ne s'ingéreraient pas dans ces pays, mais confieraient le sale boulot aux régimes locaux. Pour faire passer cette pilule amère, l'ancienne ministre socialiste ne manque pas de préconiser aussi un travail sur le long terme d'aide à la démocratisation et au développement.

Avec un art rafraîchissant de la logique, José Vidal-Beneyto s'appuie sur les thèses du moment pour battre en brèche les conclusions qu'on en tire habituellement. On admet communément qu'il convient de renforcer les mesures anti-terroristes en Europe après les attentats de Madrid ? Pas du tout, rétorque le philosophe dans *Le Monde* : l'Espagne est l'État qui s'est doté de la législation la plus dure en la matière. Les attentats de Madrid n'ont donc pas démontré que la défense européenne était insuffisante, mais que les législations d'exception ne fonctionnent pas. On les savait liberticides, on les découvre inutiles. De même, on admet communément que, pour en finir, il faut intensifier la guerre contre le terrorisme. Faux, poursuit le philosophe : l'ennemi n'a jamais été aussi fort depuis les guerres d'Afghanistan et d'Irak. Ce qu'il aurait fallu faire, ce n'est pas unifier les partisans de Ben Laden et de Saddam Hussein dans un même combat, mais au contraire les dresser les uns contre les autres.

Enfin, le fondamentaliste juif Dmitry Radyshevsky énonce dans le *Jerusalem Post* quelques conseils pour la communication israélienne. L'effet stigmatisant du terme *occupation* ne peut être contré qu'en utilisant un mot plus terrifiant encore, celui de *génocide*. Ainsi, lorsque l'État juif est mis en cause pour son *occupation* des territoires palestiniens, il faut répondre que c'est une mesure indispensable pour prévenir le *génocide* de ses citoyens. Il faut donc entretenir la confusion entre remise en cause du caractère exclusivement juif de l'État d'Israël et volonté d'extermination des juifs.

Réseau Voltaire

Zalmay Khalilzad



Ancien expert des mouvements islamistes au département d'État pendant la première guerre d'Afghanistan et la Guerre du Golfe, Zalmay Khalilzad (Le 2 de trefle du régime Bush) fut chercheur à la Rand Corporation à l'époque où Donald Rumsfeld et Condoleezza Rice en étaient administrateurs. Il fut l'un des fondateurs du Project for a New American Century et dirigea l'équipe de transition du président Bush au Pentagone. Il est aujourd'hui son envoyé spécial et l'ambassadeur états-unien en Afghanistan et en Irak.

« Afghanistan : un futur dans lequel le monde devrait investir »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Afghanistan : A future the world should invest in », par Zalmay Khalilzad, *International Herald Tribune*, 31 mars 2004.

Alors que les donateurs internationaux se rassemblent à Berlin pour une conférence sur l'Afghanistan, ils devront tenir compte des progrès réalisés et investir encore davantage.

D'ores et déjà, une constitution a été adoptée et les élections auront lieu en septembre. Les Afghans deviennent des partenaires plus forts dans la guerre contre Al Qaïda, les extrémistes talibans et d'autres terroristes. La création de la nouvelle armée afghane se poursuit et 16 000 hommes seront entraînés en 2004. Dans le même temps, 30 000 policiers seront formés. Le ministère de la défense s'est engagé à transférer les armes lourdes à la seule armée afghane et à désarmer 40 % des milices d'ici juin.

Bien que les indicateurs économiques et sociaux pour l'Afghanistan restent faibles, le taux d'alphabétisation stagne à 20 % et l'accès aux soins de base est de 15 %, des centaines d'écoles et de cliniques seront ouvertes dans le pays cette année. En 2004 et 2005, 815 miles [1] de routes seront construites et des milliers de villes et villages seront raccordés au réseau routier. Aujourd'hui, l'économie afghane légitime a une croissance de 20 % par an et les Afghans ont confiance en l'avenir. Tous ces éléments bénéfiques sont le fruit de la coopération multilatérale. Nous devons encore nous attaquer à la production d'opium et revenir à des chiffres acceptables sur les questions sociales. Cela nécessite un engagement de 5 à 10 ans et de surtout ne pas refaire l'erreur qui avait été commise après la fin de l'occupation soviétique quand le monde a tourné le dos à ce pays.

[1] environ 1300 kilomètres

Milt Bearden

Milt Bearden est ancien responsable de haut rang à la CIA ayant participé aux opérations de l'agence en Afghanistan et au Soudan. Il a été numéro deux de la division Europe de l'Est/ Union soviétique au siège de Langley dans les années 80. il est coauteur avec James Risen, journaliste spécialisé sur les questions de renseignement au *New York Times*, de *The Main Enemy : The Inside Story of the CIA's Final Showdown With the KGB*.

« Alexandre le grand a aussi eu des problèmes ici »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Alexander the Great also got in trouble here », par Milt Bearden, *International Herald Tribune*, 31 mars 2004.

Il y a un endroit au Pakistan appelé la Federally Administrated Tribal Areas qui regroupe sept « agences » tribales le long de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan où vivent six millions de personnes sur un territoire inhospitalier de 27 000 kilomètres carré. Parmi les populations qui y vivent, on compte des pachtounes, une population qui vit là depuis 20 000 ans, qui est armée jusqu'aux dents et qui a un grand sens de la territorialité.

Alexandre le Grand, les Mongols, les Britanniques et les Soviétiques ont échoué dans leurs tentatives de dominer ces populations. Elles ont toujours vécu comme elles l'entendaient en se moquant des règles qu'on voulait leur imposer ou des frontières qu'on voulait fixer. Elles continuent d'ignorer la « ligne Durand », la frontière fixée par les Britanniques entre « l'Inde », aujourd'hui le Pakistan, et l'Afghanistan.

Cette fois, c'est l'armée pakistanaise qui pénètre dans cette zone pour en chasser ce qui est décrit comme « des terroristes étrangers » et notamment le numéro deux d'Al Qaïda, Ayman Al-Zawahiri. On affirme aujourd'hui que le dirigeant du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, aurait également pu se trouver dans ces territoires, mais s'est échappé, probablement blessé. J'ai assisté, en tant qu'officier de la CIA, à la fin des tentatives soviétiques dans la région et je sais par expérience comment se terminera l'offensive pakistanaise : on entend déjà, de ci de là, des « mission accomplie ! » et les troupes envoyées là-bas ont déjà perdu 60 hommes. Nous sommes pourtant dans l'incapacité de mesurer les résultats de l'opération et chacun va retourner d'où il vient.

James Schlesinger, Thomas R. Pickering



Ancien directeur de la CIA, James R. Schlesinger a été secrétaire à l'Énergie de Jimmy Carter et secrétaire à la Défense de Richard Nixon et de Gerald Ford. Il a été membre de la U.S. Commission on National Security/21st Century. Il est conseiller dans le cabinet Lehman Brothers et président de la MITRE Corporation.



Thomas R. Pickering a été sous-secrétaire d'Etat dans l'administration Clinton et ambassadeur à l'ONU. Il est aujourd'hui vice-président pour les relations internationales de Boeing

« Laisser l'Irak en dehors de la politique »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Keep Iraq Above Politics », par James R. Schlesinger et Thomas R. Pickering, *Los Angeles Times*, 30 mars 2004.

Dans les mois à venir, **George W. Bush** et **John Kerry** vont s'affronter sur de nombreuses questions de sécurité nationale critiques dont la pertinence du déclenchement de la Guerre d'Irak et l'efficacité de nos efforts depuis la fin des combats. Mais qu'importe ce qui les oppose sur les décisions passées, ils ne doivent pas perdre de vue notre intérêt national dans l'Irak de l'après-guerre. L'année électorale ne doit pas nous autoriser à détourner l'engagement états-unien en faveur de la reconstruction et de la sécurité.

Les États-Unis n'ont pas d'alternatives : ils doivent rester engagés en Irak. Notre échec risquerait de déclencher une guerre civile ou une guerre d'influence entre les voisins de l'Irak. Le désengagement représenterait un échec politique monumental pour les États-Unis et minerait notre crédibilité, notre puissance et notre influence dans la région et le monde. L'Irak est encore dans une phase de transition et a besoin du soutien états-unien. Malheureusement, de plus en plus de citoyens états-uniens veulent un désengagement rapide. Le débat sur les armes de destruction massive semble avoir persuadé de nombreux Américains que c'était une erreur d'entrer en guerre, affectant par extension leur vision de l'après-guerre.

Il faut que les Irakiens aient confiance en notre détermination sous peine d'affaiblir les forces démocratiques. Bush et Kerry doivent réaffirmer leur volonté de soutenir financièrement et militairement notre engagement en Irak.

Elisabeth Guigou



Elisabeth Guigou est ancienne ministre française de la Justice puis des Affaires sociales du gouvernement Jospin (1997-2002). Elle est députée socialiste de Seine-Saint-Denis.

« Comment l'Europe peut agir »

Source : Le Monde

Référence : « Comment l'Europe peut agir », par Elisabeth Guigou, *Le Monde*, 31 mars 2004.

À Madrid, le souffle du 11 septembre a atteint le sol européen. L'Europe doit répondre de façon cohérente face à une menace diffuse et insaisissable. On la nomme Al Qaïda, mais c'est en réalité une nébuleuse de groupes aguerris qui n'ont plus besoin d'impulsion ou d'organisation centralisée. À cette menace, l'Europe doit opposer une force de frappe policière et judiciaire. Elle doit aussi remédier à l'inapplication des décisions prises en coopération et à l'absence de partage des informations collectées par les services de renseignement nationaux.

Il faut commencer par appliquer les décisions prises en créant des équipes pénales dans un ou plusieurs États membres, en appliquant le mandat d'arrêt européen et la convention de 2000 autorisant les écoutes téléphoniques transfrontalières et le contrôle des flux financiers. Il faut aller plus loin en créant un organisme européen garantissant l'échange des renseignements collectés par les différents services nationaux. Ce centre travaillerait en collaboration avec Europol. Un tel système obligerait la France à fusionner les RG, la DST et la DGSE en une seule et même agence de renseignement. On notera que les suspects des attentats de Madrid avaient déjà été cités dans des enquêtes, il faut donc une meilleure transmission des renseignements et le projet de Constitution devrait être plus précis sur l'obligation de faire travailler ensemble les services de renseignement. Nous devons également constituer un corps européen de gardes-frontières des 25 pays membres et nous devons, face au terrorisme, décloisonner nos renseignements avec ceux des États-Unis.

Il faut également développer Eurojust, organisme qui devrait recevoir une copie de chaque dossier ouvert sur une enquête terroriste. Cette coopération doit être particulièrement soutenue sur les enquêtes sur les réseaux financiers du terrorisme et il faut en finir avec le secret bancaire. Il faut également que l'Union européenne mette en place une coopération avec les systèmes judiciaires des pays où se développent les groupes terroristes, mais à la différence avec les États-Unis il doit s'agir d'un partenariat et pas d'opération militaire. Il faut aider financièrement ces pays. L'Union européenne doit combattre le terrorisme dans le respect de la démocratie.

José Vidal-Beneyto



Ancien coordinateur de la résistance antifranquiste en exil, José Vidal-Beneyto dirige le Collège des hautes études européennes Miguel-Servet à Paris. Il est chroniqueur pour *El País* et président de la Société des amis du Monde diplomatique.

« Les armes contre la terreur »

Source : Le Monde

Référence : « Les armes contre la terreur », par José Vidal-Beneyto, *Le Monde*, 31 mars 2004.

Du fait de sa position géographique, l'Espagne est un des pays occidentaux les plus connus dans le monde arabe et les rapports se partagent avec intensité entre amour et haine et entre rivalité et coopération. La fin de la colonisation espagnole en Afrique du Nord a ouvert une période d'amitié de 70 ans que n'est même pas venue démentir la période franquiste. L'élément déterminant dans ces relations est la présence musulmane de sept siècles en Espagne qui fait du pays un intermédiaire privilégié entre l'Europe, voire l'Occident, et le monde arabe.

Dès lors l'alignement de l'Espagne sur la politique étrangère nord-américaine, malgré l'opposition presque unanime de la population, ne pouvait manquer d'être perçue par le monde arabe et musulman comme une agression inattendue et imméritée. Cela a entraîné une attaque d'Al Qaïda contre notre pays. La confusion causée par ces attentats a été accrue par la menace permanente d'ETA et la tenue d'élections législatives trois jours après les attentats. L'usage politicien qui a été fait de ces attentats par le **Parti populaire** et les nouveaux mensonges proférés par le gouvernement, succédant à ceux sur les armes de destruction massive irakiennes, a entraîné sa défaite.

Certains relais de l'administration Bush ont présenté la victoire du **PSOE** comme celle d'Al Qaïda, amalgamant la gauche et les terroristes, et les Espagnols comme des fuyards, mais la seule question qui vaille d'être posée est : comment pouvons nous combattre le terrorisme ? Les faits du 11 mars prouvent à l'évidence que si un État en lutte depuis presque 30 ans contre la terreur politique n'est pas en mesure d'éviter un massacre de cette ampleur, c'est que la tactique de défense en aval et le développement des moyens de contrôle-répression ne peuvent en finir seuls avec la violence terroriste. Il faut agir en amont et collaborer avec les gouvernements arabes et musulmans.

Si notre but était réellement d'en finir avec Al Qaïda, alors il aurait fallu se servir de Saddam Hussein contre Ben Laden comme **George Bush père** l'a utilisé contre l'Iran ou les communistes. Nous devons mettre un terme à notre arrogance économique et mettre en place un partenariat avec les pays du Sud. Nous devons lutter contre le financement du terrorisme en combattant les paradis fiscaux.

Dmitry Radyshevsky

Dmitry Radyshevsky dirige la Michael Cherney Foundation, une organisation créée par Michael Cherney, ancien oligarque présenté parfois comme le « parrain des parrains de la mafia russe ». Il a été le directeur exécutif du Sommet de Jerusalem.

« Combattre un mot avec un mot »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Fighting word with word », par Dmitry Radyshevsky, *Jerusalem Post*, 31 mars 2004.

Un de mes amis, journaliste israélien, a été récemment invité sur une radio américaine à participer à un débat avec un Arabe américain et comme dans beaucoup de ces débats, le côté juif avait perdu d'avance face à l'emploi répété du mot « occupation ». Le terrorisme est condamné, mais on condamne plus encore « l'occupation » israélienne, mot qui est opposé à tous les arguments avancés. Les propagandistes anti-israéliens ont bien retenu les leçons du KGB. Il y a pourtant un mot que nous devrions opposer à leur mensonge, c'est le mot génocide. En 1948, alors que les armées arabes s'attaquaient à l'embryon d'État israélien, Azzam Pasha, le secrétaire général de la Ligue arabe parlait d'une « guerre d'extermination », en 1967 Nasser appelait à la destruction d'Israël et Hassad à une guerre d'annihilation. Les mêmes propos furent tenus en 1973. Seule la crainte d'une nouvelle défaite ou d'une riposte israélienne utilisant les capacités nucléaires présumées de ce pays ont empêché les États arabes de mener de nouvelles tentatives. Pourtant, l'obsession de détruire Israël continue de croître chez les fondamentalistes.

Les cartes arabes continuent de ne pas montrer Israël et 55 ans de diabolisation des juifs dans le système éducatif et de propagande arabe ont mis en place le terreau psychologique nécessaire à un nouveau génocide. Israël doit rappeler ce danger immédiat dans toutes les conférences internationales appropriées. La conservation de la Judée, de la Samarie et de Gaza est nécessaire à la protection contre ce génocide en offrant une profondeur stratégique permettant de mobiliser les défenses du pays en cas d'attaque. Elle permet également aux Palestiniens de ne pas frapper trop directement les centres de la population israélienne. La conservation de ces territoires est nécessaire à la prévention d'un nouvel holocauste. Si vous voulez appeler ça occupation, vous le pouvez, c'est aussi une occupation, celle de l'Allemagne, qui a mis fin au génocide.

L'occupation, les checkpoints, les soldats israéliens et le « mur de séparation raciste » empêchent le génocide. L'occupation est même la seule chance des Arabes d'avoir une vie normale puisqu'on constate que le taux de mortalité augmente depuis que c'est l'Autorité palestinienne qui dirige les territoires.

Au moment où les limites deviennent de plus en plus confuses entre marketing, articles de presse, communications officielles et manœuvres psychologiques militaires, l'Observatoire de la propagande vise à rendre compte des moyens mis en œuvre par les agences gouvernementales pour exercer une influence idéologique sur les individus ainsi que la connivence de certains médias vis-à-vis de ces manipulations.

OBSERVATOIRE DE LA PROPAGANDE

Hégémonie des agences de presse

« L'Orient-Le Jour », un exemple de journal sous influence

La critique de l'« *information dominance* » à la fin des années 1970 condamnait la suprématie, partout dans le monde, des agences de presse occidentales. Celles-ci, en déversant un flux de dépêches formatées, véhiculaient une vision uniforme de l'actualité : celle des pays dominants. En 2004, la situation s'est aggravée avec la disparition de petites agences. La concentration est telle aujourd'hui que l'AFP, Reuters et AP émettent, à elle trois, 80% des informations qui circulent dans le monde. Notre correspondant à Beyrouth décrit comment s'exerce, au sein de la rédaction du quotidien libanais *L'Orient le Jour*, l'emprise des agences sur la ligne éditoriale.



Il est de bon ton aujourd'hui de critiquer l'uniformisation des informations occidentales et de rappeler les responsabilités du journaliste face à ses sources. Ironiquement, ceux qui semblent visés sont souvent les premiers à vouloir apporter leur pierre creuse à l'édifice légitimant de la critique. Et, comme pour confirmer l'ineptie du « choc des civilisations », on oppose à cette uniformisation la propagande de l'ennemi. Mais il suffit de constater l'emprise mondiale et exclusive des agences occidentales de nouvelles pour désavouer les

fondements même de cette idée de « choc des informations ». L'uniformisation des contenus, déplorable, est bien une réalité, mais une réalité tristement mondiale.

L'exemple du journal libanais *L'Orient-Le Jour* est à ce sujet particulièrement révélateur. Premier, car seul quotidien francophone du pays, ses sources sont essentiellement les agences Reuters et AFP. Il y a bien de rares exceptions, principalement en rubrique « *Local* ». Les dossiers hebdomadaires (qui n'excèdent jamais une page) offrent aussi une mise en perspective, voire une prise de position, mais se fondent toujours sur les mêmes sources d'information. Ainsi, pour traiter, par exemple, des relations politiques avec la Syrie, dont la frontière n'est qu'à une cinquantaine de kilomètres des bureaux du journal, on choisit de passer par un filtrage parisien. Cas d'école de la puissance d'une propagande s'infiltrant jusque chez « l'ennemi ».

Le journaliste-agent de propreté, ou le retour des moines copistes

En premier lieu, le travail journalistique s'est vidé de son sens. Le journaliste n'est plus qu'un technicien : son rôle se limite à un mécanique « *nettoyage de dépêche* » (de leurs propres aveux.) Les photos sont également tirées des mêmes agences. Pour preuve de la désubstantialisation dramatique de leur travail, chacun est responsable de la mise en page de ce qu'il traite. La plus grande partie de leur temps est même consacrée à cette tâche. Au même titre qu'une publicité, le texte comme l'image ne sont plus que des objets graphiques à agencer esthétiquement pour réaliser une page ressemblant au produit-journal que le lecteur attendrait. Ce sont d'ailleurs les mêmes journalistes qui s'occupent indifféremment des rubriques « *International* » et « *Variétés* ».

Pour percevoir les retombées concrètes de telles méthodes de travail, il est utile de comparer une dépêche et l'article qui en découle. Le texte grisé correspond à ce qui a été supprimé par le « *journaliste* », le texte en gras est ce qu'il a écrit de sa main. Non content de ne pas réfléchir ces déclarations, le journaliste s'est même permis de conserver la faute de frappe (soulignée dans le texte), comme pour prouver qu'il n'a en rien trahit son unique source... Article paru dans l'édition du 18 février 2004.

Terrorisme : Les Etats-Unis et le monde plus sûrs qu'avant le 9/11, **estime le** (FBI)

Les Etats-Unis et le monde sont plus sûrs aujourd'hui face à la menace terroriste qu'ils ne l'étaient avant les attentats du 11 septembre 2001, a estimé mardi le directeur du FBI, Robert Mueller.

« Nous sommes aujourd'hui probablement plus en sécurité aux Etats-Unis et dans le monde qu'avant les attaques du 11 septembre 2001 », contre New York et Washington, a-t-il affirmé devant le Club de la presse étrangère de Washington.

Cette diminution du danger terroriste résulte

surtout « de la destruction du sanctuaire de l'organisation Al Qaïda en Afghanistan ainsi que de l'arrestation d'au moins les deux-tiers de ses responsables », a expliqué le responsable du FBI, la police fédérale.

L'élimination de ses bases d'entraînement en Afghanistan et de ses capacités à communiquer ainsi que la décapitation de l'organisation grâce à la collaboration des autorités au Pakistan, en Indonésie et dans de nombreux autres pays font qu'« Al Qaïda a été sévèrement affectée et a vu ses capacités de lancer des attaques comme celle du 11 septembre très diminuées », selon Robert Mueller.

Al Qaïda compte encore des cellules dans certains pays mais le fait que l'organisation soit fragmentée rend leur fonctionnement plus difficile, a-t-il estimé.

La patron du FBI a qualifié « de très bonne la coopération » entre le FBI et ses homologues dans les pays arabes dans la lutte contre le terrorisme qui n'a pas diminué avec la guerre en Irak.

Il a aussi estimé que la « coopération avec la France et la Grande Bretagne ne pouvait être meilleure », citant l'annulation de vols à partir de Paris et de Londres à destination des Etats-Unis au cours des six dernières semaines.

J'ai choisi cette dépêche courte pour les besoins de la démonstration, mais les articles plus conséquents sont exactement du même ressort (soit provenant de dépêches longues, soit apposant rigoureusement plusieurs dépêches les unes aux autres.)

Afin de mieux cerner le degré d'autonomie de ces copistes, je suis allé interroger une journaliste de l'Agence France-Presse de Beyrouth. A partir de quand un rédacteur a-t-il le droit de signer un article provenant d'une agence ? Ma question, qui ne se limitait évidemment pas à *L'Orient-Le Jour*, ni même à la presse francophone, devait être trop complexe car elle mit du temps à comprendre ce que je lui demandais. Avant de lâcher, étonnée de ce sujet farfelu, ce terrible aveu : « *Il n'y a jamais de signature. Il n'existe pas de règle établie, c'est une question de responsabilité, d'éthique. Ils ne vont pas signer ce qu'ils n'ont pas écrit.* » Quand un article envoyé est signé par un journaliste d'agence, le journal est libre de conserver la signature ou de l'enlever. Quand une information d'agence est utilisée dans un article provenant du journal, on ajoute des guillemets en citant le nom de l'agence, avant que le rédacteur, pour une fois, puisse signer. Et enfin, bien sûr, quand l'information est retranscrite telle quelle, elle n'est pas signée.

Dans l'édition du 18 février, qui me sert ici d'exemple, on pouvait dénombrer 62 articles (en dehors des brèves, qui ne sont naturellement jamais signées.) Sur ces 62 textes, seulement 7 avaient droit à une signature : l'éditorial, une critique

de livre et une autre d'exposition, un article sur la restauration d'un site du patrimoine libanais, un rapport d'investissement concernant un complexe sportif, un bilan des discussions parlementaires sur la privatisation du marché du cellulaire, et une interview (« *propos rapportés par...* ») Aucun article des trois pages de la rubrique Internationale n'était signé. Question de responsabilité...

Une rédaction ?

Cet exemple montre parfaitement l'absence totale de recul et d'esprit critique de la rédaction face à ses sources. De ce fait découle une inadéquation profonde entre le contenu du journal, purement occidental, et les référents culturels du lectorat. Ce qui a poussé, par exemple, le PDG Michel Eddé à convoquer le comité de rédaction pour rappeler que le journal devait impérativement se démarquer de tout parti pris en faveur d'Israël ! Et le professeur de répéter à ses élèves naïfs qu'on ne dit pas « *territoires* » mais « *territoires occupés* ». On est aussi loin de la propagande arabe décriée avec virulence dans les médias occidentaux que de la réalité des consciences au Liban, profondément et naturellement pro-palestiniennes.

Deux explications sont avancées, comme d'inéluctables évidences avortant toute critique naissante, pour justifier ce journalisme dépendant, et jugé réducteur au sein même de la rédaction résignée : le temps et l'argent ne leur permettraient ni d'avoir des correspondants locaux, ni de recouper leur source. Pourtant, le manque d'argent n'a jamais été un frein à la réflexion. Et le rythme est loin d'être trépidant (il est simplement ponctué par l'arrivée de nouvelles dépêches) puisqu'on peut se permettre d'organiser des concours de flipper sur ordinateur... En fait, la plupart du temps semble se perdre dans une organisation pathologiquement hiérarchique.

L'absence de travail spécifique à la mise en page empêche toute hiérarchisation dans la présentation des informations. De même, la sélection des dépêches ne peut pas être interprétée comme un moyen d'autonomiser l'angle du journal, pour plusieurs raisons. D'abord, à peu près toutes sont publiées. Ensuite, l'approfondissement, par les agences, de certaines informations et le survol d'autres imposent les priorités. Cela est enfin renforcé par le surtitre « *URGENT* » ornant certaines nouvelles et que tout le monde prend au mot, ainsi que par l'insultante dépêche quotidienne intitulée « *Dominantes* » qui, en deux lignes, pointe ce qui doit ressortir du flot continu d'informations.

La rédaction a donc une très étroite marge de manœuvre et ne constitue en conséquence qu'un docile relais de discours. Pour la même édition du 18 février, le rédacteur en chef Nagib Aoun avait voulu mettre l'accent sur le fait que le rôle de l'ayatollah Ali Khamenei dans la crise politique iranienne était « *ouvertement contesté* » par les députés réformateurs démissionnaires. Il a donc placé en « *Une* » un titre accrocheur, sur six colonnes ! Mais en ouvrant le journal, on ne pouvait qu'être déçouvent en constatant que cela renvoyait à un article aussi grand que deux brèves réunies. Sa volonté de mise en exergue s'est donc avérée vaine. Cette impuissance, consciente et acceptée, laisse toute liberté à la propagande.

Un vacarme uniforme

Ainsi, des pans entiers de l'information peuvent aisément être laissés sous silence. D'autres peuvent être tronqués, galvaudés, insidieusement orientés. Un traitement de dépêche aussi minimal que celui que met en œuvre *L'Orient-Le Jour* s'avère être déformant. Le traitement médiatique ne peut se suffire de faits purs, d'autant plus si ceux-ci proviennent d'une même source, encore moins vérifiée qu'elle n'est recoupée. Le contenu de ce journal est aveugle et ses lecteurs trompés.

On pourrait être tenté de ne voir là qu'un triste exemple de mauvais journalisme ; il s'agit pourtant, et c'est en cela que c'est inquiétant, d'une tendance largement dominante aujourd'hui. Déjà, il y a une trentaine d'années, l'UNESCO tentait de prévenir des risques d'une telle centralisation, qui laissait à quelques journalistes le pouvoir de dicter le contenu de la presse mondiale. En critiquant l'« *information dominance* », l'organisation avait suscité un réel débat. Elle avait même tenté de dégager des fonds pour le lancement d'agences dans le tiers-monde. Qu'avons-nous retenu de cette polémique ? Au vu du manifeste retour en arrière en matière de pluralité de l'information, strictement rien : actuellement, la source est systématiquement occidentale, que ce soit par l'Agence France-Presse, par la britannique Reuters ou par l'états-unienne Associated Press. Les pays du Sud voient rapidement disparaître leurs agences, au profit de ces trois géants. Est-il nécessaire de rappeler le facteur aggravant que constitue la stricte similarité de leurs contenus ?

En fait, si cette centralisation s'est aggravée, elle a toujours été présente. En 1859 est créée la première agence de nouvelles, Havas (l'ancêtre de l'AFP), suivie rapidement par la naissance de Reuters. United Press et Associated Press voient le jour en 1907 et deux ans plus tard est fondée l'agence International News Service. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, seules ces cinq agences mondiales existent. L'occidentalo-centrisme de ces sources est déjà perçu comme un problème, de même que le phénomène général de convergence des analyses lié à cette concentration. Pourtant, ce n'était qu'un début : en 1958, UP et INS fusionnent pour devenir United Press International. A la fin des années 70, UPI est en difficulté, et le propriétaire de la fondation familiale Scripps opte pour son démantèlement et sa revente dans les années 80. Il ne reste donc, au début de la décennie passée, que trois agences mondiales. Elles contrôlent 80 % des informations circulant dans le monde.

Les 20 % restant seraient donc l'œuvre d'agences internationales ou régionales voire, rarement, de journalistes indépendants. Les agences internationales (et non mondiales) sont relativement nombreuses : Itartass en Russie, Kyodo au Japon, Xinhua en Chine, Deutsch Presse Agentur en Allemagne, Agencia Nazionale Stampa Associata en Italie, ou encore EFE en Espagne. Le cas de Middle East News Agency, en Egypte, représente une exception au milieu de ces groupements occidentaux. D'autres agences peuvent être présentées comme régionales, comme PANA pour l'Afrique ou CANA pour les Caraïbes. Mais l'UNESCO dévoile le leurre : « *A elles seules, l'AFP, Reuters et AP sont à l'origine de 80 % de l'information qui circule dans le monde. La majorité des autres agences se limite à une vocation nationale et reprend, pour la couverture des affaires internationales, les dépêches des grandes agences.* »

Une agence à la source des autres agences... Curieusement, l'accroissement spectaculaire de la masse d'information véhiculée dans le monde s'est donc accompagné d'une considérable érosion de la diversité des discours. Le vacarme, en s'intensifiant, s'uniformise, aux dépens des paroles indépendantes devenues inaudibles. Le constat est aussi simple que terrible : trois agences créent l'information d'une même voix, pieusement répercutée dans toutes les langues à travers le monde.

Tristan Ikor

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paieement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .
